

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 139

16 JANVIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE

p 2-3

► *vietnam*

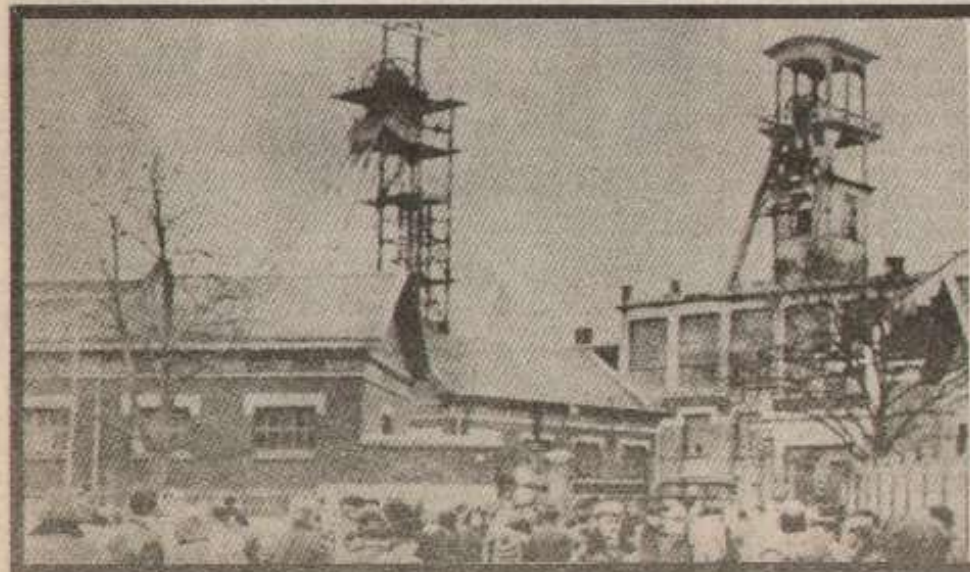
**APRES LES ECHECS
DE THIEU
NOUVELLES MENACES
D'AGRESSION U.S.** p 8



► *midi*

*lutte des travailleurs immigrés
pour la régularisation de plus
de 10 000 sans papiers* p 6

► *armée: la lutte des appelés,
après Draguignan* p 6



Lievin :
**premiers résultats de la
commission populaire
d'enquête**

p 4-5

EDITORIAL

Chaque jour, la liste des fermetures d'entreprises, des licenciements et des mesures de chômage partiel s'accroît. Et Giscard aura beau déclarer qu'il donne la priorité au plein emploi plutôt qu'à la lutte contre l'inflation, les travailleurs eux, constatent quotidiennement et l'augmentation des prix et la montée du chômage !

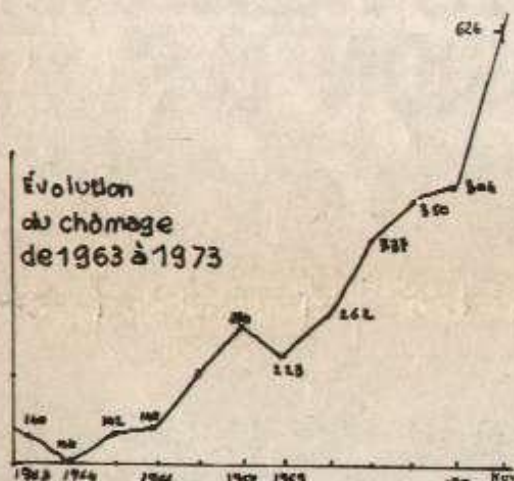
Un million de chômeurs, quels que soient les calculs des statisticiens bourgeois, la grande presse n'hésite pas aujourd'hui à publier ce chiffre qui l'aurait fait frémir il n'y a pas si longtemps. C'est qu'aujourd'hui le chômage est un élément important de la politique de crise de la bourgeoisie. Chaque jour le chantage aux licenciements est utilisé pour dissuader les ouvriers de lutter, afin de leur imposer une exploitation accrue. Et les restructurations, les modernisations dans lesquelles s'engage aujourd'hui l'impérialisme français pour redevelopper son industrie, cela veut justement dire : mutations, licenciements, chômage partiel autant de mesures contre lesquelles les travailleurs déjouant les plans de la bourgeoisie sont entrés en lutte :

Brettoncelles, Manuést, Manubát, Titan Coder, Big Chief.

Quels sont les travailleurs qui sont touchés par le chômage ? Quelles sont les branches d'industrie concernées ?

QUI EST TOUCHE ?

Un million de chômeurs, donc, soit une augmentation de 50% du nombre des demandeurs d'emploi par rapport à 73 et une diminution des offres d'emploi de 60% pour la même période, l'écart ne cesse de se creuser. Quant au chômage partiel il a été multiplié par deux entre Octobre 73 et Octobre 74.



montpellier, avignon... des dizaines de milliers de travailleurs immigrés sans papier

agression policière contre les immigrés en lutte

Depuis le cours de décembre, des travailleurs immigrés en majorité originaires du Maroc sont entrés en lutte de plus en plus nombreux, contre les contrats de travail à durée limitée pour l'obtention de la carte de séjour et la carte de travail de nouveau après les grandes luttes qu'ils ont mené contre la Circulaire Fontanet, par centaines ils refusent le trafic de main-d'œuvre auquel ils sont soumis. Partie d'Avignon, la lutte s'est étendue dans le midi de la France, en particulier dans la région de Montpellier. Malgré les expulsions, les menaces, les contrôles de police, ils luttent avec détermination, sillonnant la région, allant dans tous les villages, pour organiser leurs camarades immigrés sans papier, en fin ou en rupture de contrat. La préfecture d'Avignon et la main d'œuvre reconnaissent qu'ils sont 10.000 en situation dite «irrégulière», rien que dans le département. Pour les faire venir le système est simple et efficace : un trafiquant de main-d'œuvre originaire du Maroc ou de Tunisie se met en relation avec des patrons d'entreprise ou des propriétaires terriens du midi afin de se mettre d'accord sur le nombre de travailleurs à faire venir en France et sur la somme à verser. «Dans la région de Taza, un trafiquant fait 5 contrats en même temps que le mien. Chaque contrat nous a coûté 1.000 ou 1.500 F (avec une telle somme on peut vivre presque une année au Maroc à la campagne). Il nous avait promis un contrat de 6 mois et l'obtention de la carte de travail et de séjour, pour un travail dans une exploitation agricole à Château Neuf du Pape. En fait de contrat de 6 mois, après la visite médicale à Casablanca, nous n'avons obtenu qu'un contrat de 2 mois. Mais ce n'était qu'un début. Le jour où nous sommes arrivés à la gare, personne ne nous attendait. Le patron avec qui nous avions signé le contrat nous a dit qu'il n'était plus valable, et nous a envoyé chez un autre patron, où pendant 25 jours nous avons travaillé au noir».

Le trafiquant, lui, avait promis un salaire de 1.500 F minimum ; un bon logement et une nourriture abondante ! 25 travailleurs d'une entreprise de Foestage près de Miraval entre Montpellier et Sete peuvent témoigner sur ces conditions : ils travaillent au noir pour 5,40 F de l'heure (le SMIC est à 6,70), 10 à 11 heures par jour, 6 jours par semaine. Ils n'avaient pas la Sécurité Sociale. Pour tout logement une bergerie à 7 km du plus proche village, sans chauffage, sans électricité, approvisionnée en eau tous les 15 jours par une citerne.

«Si on nous avait dit de donner 1.000 ou 1.500 F pour un contrat de 2 mois, jamais nous n'aurions accepté de venir en France parce qu'alors on n'arrive pas à rembourser l'argent donné pour le

Les jeunes, les femmes, les immigrés, les intérimaires et les travailleurs susceptibles d'être mis en pré-retraite sont les plus touchés. Sur 115.000 nouvelles demandes d'emplois recensées en Septembre, 60% étaient le fait de jeunes de moins de 25 ans et 61% concernaient les femmes (dont les femmes de moins de 25 ans). Loin d'être dû au gonflement habituel des jeunes demandeurs d'emploi lors de la rentrée, ces chiffres n'ont fait que s'accroître jusqu'à aujourd'hui.

Quant aux travailleurs immigrés, outre le fait que leur entrée en France est strictement dosée, ils sont parmi les premiers licenciés avec les travailleurs intérimaires comme chez Citroën, Simca, dans le bâtiment ou dans le Midi là où les travailleurs immigrés saisonniers engagent la lutte pour obtenir contrats de travail et cartes de séjour.

QUELLES SONT LES BRANCHES CONCERNÉES ?

D'après une enquête que nous avons réalisée sur un échantillon de 76 entreprises touchées par le chômage technique ou les licenciements en Décembre, 49 produisent des biens de consommation, 15 sont des entreprises liées au bâtiment et aux travaux publics, 12 produisent des biens d'équipement.

L'habillement, le textile, l'électro-ménager, l'automobile et ses sous-traitants sont avec le bâtiment les secteurs les plus touchés.

«La production des biens de consommation continue de baisser» écrit l'Usine Nouvelle de Janvier, et cette baisse s'accroît aujourd'hui. L'accroissement actuel du chômage est une conséquence directe de la politique de restructuration menée par les capitalistes pour augmenter leurs profits ou s'adapter aux nouvelles exigences du marché, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Ces restructurations se traduisent par des fusions, des modernisations, l'abandon des secteurs les moins rentables, autant de mots qui, sous le pouvoir de la bourgeoisie, sont synonymes de chômage pour les travailleurs.

Depuis des années les capitalistes répétaient leur vieille rengaine «plus on produit, plus il y a pour les travailleurs» que «l'augmentation de la production entraîne un accroissement de la consommation», on entraine dans la civilisation de la voiture, de la machine à laver et des loisirs. Or que constatent les travailleurs : la vie de plus en plus chère, la hausse des cadences, la dégradation accélérée de la qualité de la vie... et même si effectivement les travailleurs possèdent plus de voitures ou de réfrigérateurs qu'il y a vingt ans, c'est que le capitalisme, avec la déportation massive de travailleurs vers des banlieues de plus en plus éloignées, les rend nécessaires. L'augmentation

de la consommation n'est qu'une apparence, la réalité, c'est la paupérisation, la journée plus longue le travail plus fatiguant. Ce modèle, modèle de consommation, modèle de collaboration de classe que la bourgeoisie proposait aux travailleurs, depuis la fin de la dernière guerre, fait donc faillite aujourd'hui. Une preuve supplémentaire en est apportée par le fait que ce sont ces entreprises de biens de consommation qui ferment.

Et si aujourd'hui la bourgeoisie compte sur le chantage aux licenciements, sur la menace de chômage, si elle compte sur sa politique de crise pour freiner la combativité de la classe ouvrière, c'est précisément parce que ce modèle de consommation a fait faillite, parce qu'elle n'a plus aucune perspective à offrir aux travailleurs.

A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE !

Mais ce modèle de crise, ces appels à la «solidarité nationale» les travailleurs les rejetteront. Déjà la lutte victorieuse des Lip a mis à mal ces calculs de la bourgeoisie. En imposant «pas un seul licenciement», «Non au démantèlement», les Lip montraient qu'il était possible de lutter contre le chômage, contre les fermetures. Aujourd'hui chez Manuést, Piron, Oudin... les travailleurs occupent leur usine en reprenant les mots d'ordre des Lip. Contre les fermetures d'usines, occupons nos usines, popularisons nos luttes !

Contre les réductions d'horaires, le chômage partiel, exigeons le maintien intégral de salaire ! Contre les mises en pré-retraite, exigeons la retraite à 55 ans pour les hommes et à 50 ans pour les femmes.

Contre les licenciements d'intérimaires, exigeons l'embauche immédiate des intérimaires qui le désirent, imposons la suppression du travail intérimaire.

Exigeons des contrats de travail pour les travailleurs immigrés, en situation dite «irrégulière».

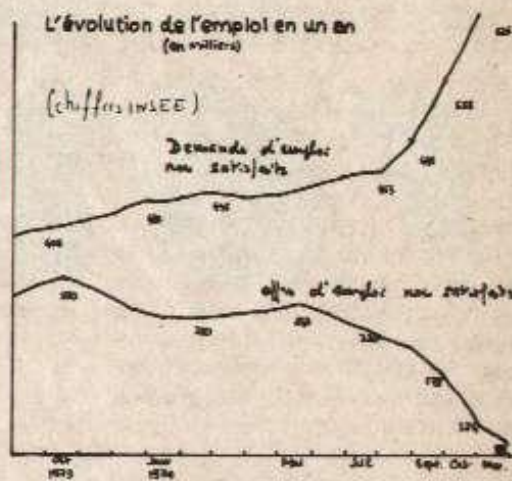
Multiplications des interventions dans les files de chômeurs à l'ANPE, aux agences d'intérim. Exigeons que les accords «révolutionnaires» de Giscard sur le chômage concernent tout travailleur licencié quelle qu'en soit la cause. Soyons vigilants sur l'application de ces accords. Organisons la lutte contre le chômage des jeunes, des femmes, exigeons qu'ils puissent bénéficier comme tous les chômeurs du paiement sans délai des indemnités.

Par nos luttes, par nos actions massives, par des ripostes immédiates, partout où la bourgeoisie licencie, réduit les horaires, nous ferons reculer la bourgeoisie.

NON AUX LICENCIEMENTS
ORGANISONS LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE.

Pierre Morel

Corr. Marseille.



Pour que le journal prenne une part active à la campagne contre l'extension du chômage qu'il s'agit d'engager, nous avons besoin de tous vos témoignages sur toute mesure de fermeture, de licenciement ou de chômage partiel, dans votre entreprise ou dans votre ville et sur les luttes que vous engagez.

Que chaque organisation du Parti, sympathisant et lecteur informe notre journal et envoie correspondance, tracts, coupures de journaux locaux...

Les travailleurs de GREIFFET occupent leur usine

Depuis le vendredi 9 janvier, les travailleurs de l'entreprise Greiffet de Marseille occupent l'usine pour lutter contre le chômage et les licenciements.

En juin 1974, le Crédit Lyonnais, principal actionnaire de l'entreprise, bloque les crédits, menaçant ainsi les 400 salariés, dont 250 ouvriers, de licenciements.

Des propositions ont déjà été refusées comme celle de Creusot-Loire, qui s'accompagnait de 75% de personnel licencié, ainsi que du personnel de nombreuses petites entreprises sous traitantes. Sous la direction des sections syndicales CGT et CFDT créées il y a un mois, les travailleurs ont sequestré vendredi les syndicats, ce qui a suspendu momentanément les licenciements.

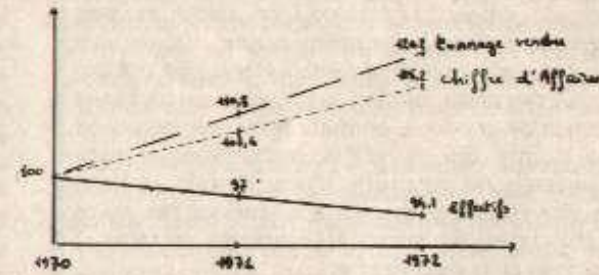
Les travailleurs ont manifesté massivement sur la Cannebière, on pouvait lire les mots d'ordre : «Non au chômage, non aux licenciements». A cette manifestation se sont joints des travailleurs de Titan Coder. Les travailleurs sont décidés à mener la lutte jusqu'au bout, à ne pas payer la crise.

Corr. Marseille.

les travailleurs de Rhodia face à la crise

Mis en chômage technique pour 2 à 4 semaines, les 21.000 travailleurs de Rhone-Poulenc textile auront tous repris le travail cette semaine. Tous, exceptés les travailleurs intérimaires, au nombre d'un millier, qui, eux, ne retrouveront pas leur emploi. Quant aux travailleurs qui auront 57 ans dans l'année, ils savent que, mis d'office à la pré-retraite eux aussi devront partir. En fait la menace du chômage pèse sur tous les travailleurs : «dans le cas où la situation des ventes ne s'améliorerait pas d'autres arrêts pourraient s'avérer nécessaires.» Durieux (comité Central d'entreprise du 7 nov 74). Aussi l'inquiétude est grande chez les travailleurs de Rhone Poulenc, notamment dans la région lyonnaise où les usines de ce trust sont particulièrement concentrées.

Rhône Poulenc Textile
- évolution comparée - indice 100 en 70



«On nous promet qu'on sera indemnisés à 90% pour les chômés, mais je voudrais bien toucher la paie de janvier pour voir si les primes seront incluses dedans ou non. Parce que si on ne compte pas les primes de 4x8, les primes de dimanche etc, on va se retrouver avec 65% du salaire pas plus...» nous déclarait un travailleur de Rhodia Vaise. «Ça fait 15 ans que je n'avais pas passé un réveillon en famille, alors je dois dire que, même si ça se ressent sur la paie dans ce cas là on est prêt à faire un sacrifice, mais faudrait pas qu'ils remettent ça parce qu'alors on ne se laissera pas faire.» affirme ce vieux travailleur en enchaînant : «Je travaille à l'entretien, et comme RP préfère donner l'entretien à des entreprises extérieures je risque de me retrouver à la porte du jour au lendemain...»

«En novembre on nous a fait bourrer des dingues, là on vient de chômer, il ne faut pas croire qu'ils vont nous faire jouer ce jeu là longtemps!» Chez beaucoup de travailleurs est présent le souvenir de la grande grève de 1967 à la Rhodia et il est certain qu'en cas de nouvelle attaque de la direction, ils sauront renouer avec leurs traditions de lutte.

Car ce ne sont pas les revendications qui manquent. Et vendredi, lors de l'intervention de camarades de la cellule de Rhodia Belle Etoile, à propos du criminel accident de Liévin, la prise de parole d'un camarade de notre Parti, vieux

«Le nouveau visage de Rhone Poulenc» titrait récemment un hebdomadaire patronal; c'est qu'en effet le premier trust français de la chimie n'a pas attendu que le gouvernement parle de «redéploiement» ou de «diversifications» pour se restructurer, même si, aujourd'hui, profitant du chantage à la crise et des menaces qui pèsent sur l'emploi des travailleurs, il en profite pour accélérer sa restructuration faisant chômer et mettant à la porte des milliers de travailleurs.

Le textile par exemple qui représentait 64% de chiffre d'affaire il y a 10 ans n'en représente plus aujourd'hui que 34%; la chimie suivant une évolution inverse. Et la baisse énorme des effectifs de la branche, 140.000 en 10 ans, n'a jamais empêché la production de croître sans

LE TRUST RHONE - POULENC

RHONE POULENC S.A. contrôle 150 sociétés est présent dans plus de 225 pays	20.500 travailleurs 34% du chiffre d'affaire Rhône Poulenc santé (produits vétérinaires, pharmacie, alimentation animale) 8.500 travailleurs 12% du chiffre d'affaire Rhône Poulenc film, (film reprographie) 3.800 travailleurs 5% du chiffre d'affaire	progression de 93% sur 1972 marge brute avant amortissement (profit): 45% entre le premier semestre 73 et le premier semestre 74 UN GROUPE IMPERIALISTE en 1974 plus de la moitié des investissements seront faits à l'étranger plus de 30 usines à l'étranger
4 GRANDS SECTEURS - Rhône Poulenc industrie (chimie minérale, pétrochimie, chimie fine) 33.600 travailleurs 49% du chiffre d'affaire - Rhône Poulenc textile (synthétiques artificiels)	DES PROFITS ENORMES - 14,6 milliards de francs de chiffre d'affaire en 1973 - 1,6 milliard de francs d'investissements en 1973 - en 1973 bénéfice net en	ventes en France: 49,1% exportations des sociétés françaises: 24,4% ventes des sociétés étrangères: 26,5% 100%

trois travailleurs de Rhodia témoignent

Henri, vieux militant marxiste léniniste, ouvrier à la Rhodia Belle Etoile depuis de nombreuses années, discute ici avec d'autres travailleurs de Rhone Poulenc Textile des conséquences de la modernisation capitaliste sur les conditions de travail et de sécurité. Il explique comment les patrons, devant la montée des luttes de la classe ouvrière, cherchent à trouver de nouvelles formes de collaboration de classe et en quoi c'est une preuve de leur faiblesse.

FR: Quels secteurs ont été modernisés? Comment cela s'est-il passé?

HENRI: Ce qu'ils développent est à Belle Etoile c'est le nylon industriel destiné à être usiné et surtout le tergal industriel, là où je travaille. Il y a 7-8 ans on menait 2 appareils maintenant on en est à 8 appareils et même si c'est de plus en plus automatisé, il y a un travail de surveillance de plus en plus complexe qui ne pardonne pas une seconde d'inattention. Mais les investissements les plus récents, c'est à Poly 3 (Polymérisation du tergal) qu'ils sont fait.

FR: Quelles sont les conséquences de la modernisation sur la sécurité?

BERNARD: On produit de plus en plus vite et puis quand ils installent de nouveaux appareils, on nous dit en 2 mots comment ça marche et après à vous de vous débrouiller! Alors les accidents il y en a chaque jour. Je travaille à Rhone-Poulenc Chimie et j'ai été brûlé plusieurs fois par des acides au visage ce qui m'a valu une hospitalisation d'un mois et demi. A l'entretien où je suis, on est sans arrêt en train d'aller d'un atelier à l'autre mais on n'est pas équipé comme les gars qui y bossent alors les risques augmentent. Faut dire que le Phénol ou le Glycol sont des gaz mortels et que la moindre

sécurité. La sécurité ça veut dire continuer à produire, les gars sont réquisitionnés... Voilà où conduit la modernisation capitaliste...

RENE: A la CTA de Vaux ils construisent aussi de nouvelles lignes de production de Tergal et de fibres nylon mais à côté ils liquident tout le secteur naviscode et le bobinage de rayonne industrielle. Ces ateliers sont bien sûr ceux qui employaient le plus de travailleurs et presque uniquement des femmes. Ça en fait 80 qui vont être mutées ailleurs. En ce moment les ingénieurs leur font du blabla sur les avantages du travail à mi-temps ou sur la FPA...

Au fur et à mesure qu'ils modernisent, des postes sont supprimés, ça fait plusieurs années qu'il n'y a plus d'embauche. Ils comptent sur les pré-retraites et les départs volontaires pour diminuer les effectifs. Bien sûr, la production, elle grimpe toujours.

FR: Quelles sont les conséquences de la modernisation sur la sécurité?

BERNARD: On produit de plus en plus vite et puis quand ils installent de nouveaux appareils, on nous dit en 2 mots comment ça marche et après à vous de vous débrouiller! Alors les accidents il y en a chaque jour. Je travaille à Rhone-Poulenc Chimie et j'ai été brûlé plusieurs fois par des acides au visage ce qui m'a valu une hospitalisation d'un mois et demi. A l'entretien où je suis, on est sans arrêt en train d'aller d'un atelier à l'autre mais on n'est pas équipé comme les gars qui y bossent alors les risques augmentent. Faut dire que le Phénol ou le Glycol sont des gaz mortels et que la moindre

cesse, comme en témoigne le schéma ci-contre. Diminuer les emplois de 3% par an et augmenter la production de 10%, tels sont les buts poursuivis. Si Rhone Poulenc privilégie aujourd'hui la chimie, cela ne veut pas dire pour autant qu'il abandonne le textile, et s'il fait fermer des usines jugées trop peu rentables par lui, comme celles d'zieux ou d'Arques la Bataille (1973) cela ne l'empêche nullement de moderniser ses lignes de production à Belle Etoile ou à Vaise. Seulement afin de réduire ses coûts de production dans le textile, dûs à une main d'œuvre importante, et de conquérir de nouveaux marchés il s'implante et investit prioritairement à l'étranger pour ce qui est du textile. En effet le textile représente 60% des ventes des filiales étrangères de Rhone Poulenc S.A. Et la décision récente d'implanter des usines textile en Thaïlande est là pour montrer que Rhone Poulenc entend profiter de l'exploitation éhontée des travailleurs des pays du Tiers Monde, en y installant des usines de production moins couteuses que la chimie lourde par exemple, installée pour l'essentiel en France, ce qui - peut penser la direction - est moins risqué au cas où un de ces pays, dans sa lutte pour l'indépendance, serait tenté de s'approprier ces usines. Exploiter la main d'œuvre des pays du tiers monde tout en maintenant et accentuant l'exploitation des travailleurs de France, telle est la logique de ce trust. Mais par leurs luttes résolues et unies les travailleurs du Tiers Monde et de France sauront faire échouer les plans de ce trust impérialiste.

Un trust impérialiste le visage de Rhone Poulenc n'est pas si neuf que cela...

Et si dans la chimie sa marge de manœuvre peut sembler assez large, dans le textile il a affaire à des concurrents qui ne lui laissent pas de répis, Bayer entre autres. En effet lorsque Bayer produit 110 tonnes de films par an et par personne, Rhone Poulenc arrive péniblement à 90. Combler ce retard tel est le but des récentes modernisations dont les conséquences ne se font pas attendre pour les travailleurs: «les produits dont nous sentons l'expansion possible sont des produits qui utilisent, comparés à d'autres, infiniment moins de personnel par tonne. En fibre polyester par exemple, les

investissements permettent de prévoir qu'on fabriquera 90 à 100 tonnes par an et par personne. Alors qu'aujourd'hui nous sommes dans des zones où toutes fibres réunies on en est arrivé à 50 tonnes.» (Durieux président du CCE).

Restructuration, redéploiement, la classe ouvrière n'a rien à en espérer pour ses conditions de travail, comme en témoignent les travailleurs interviewés ci-dessous.

A côté de la mise au chômage technique de l'ensemble des travailleurs du secteur textile les vieux travailleurs, les femmes, les immigrés et les intérimaires sont les premiers touchés par les mutations ou les «départs volontaires»: «En ce moment il vaut mieux ne pas trop s'occuper, le moindre prétexte serait bon pour nous donner notre compte» nous disait un travailleur de la CTA. «Tout en te serrant la vis les contremaîtres viennent te voir individuellement: «avec la FPA tu seras électricien dans 3 mois...», moi j'en connais des copains qui sont passés à la FPA, aujourd'hui ils sont au chômage, alors leur baratin ne prend pas.»

Un autre moyen pour ce trust de diminuer ses effectifs: le recours aux entreprises extérieures à la sous-traitance: «La politique de la DG est de maintenir et d'intensifier cette politique de travaux au forfait pour que nous nous consacrons à notre activité principale.» (Durieux): «Dans les entreprises extérieures, il y a actuellement une réduction de personnel à l'intérieur: on fait à 5 le boulot de 10. Quand on pense que le P3 chez Audincourt se fait tout juste 10 F et que d'après un de ces marchands de viande que sont les patrons, les P3 sont facturés 33 F à la Rhodia. Et avec ça le patron essaie de diviser les gars...»

Mais restructuration, modernisation, en système capitaliste cela veut dire intensification du travail, manque de sécurité... Aussi les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire: «le chantage au chômage ça pourra pas durer éternellement, en 67 aussi il y avait du chômage, ça ne nous a pas empêché de faire grève...»

HALTE AU CHOMAGE
IMPOSONS LA SECURITE!

Pierre MOREL



LIEVIN : les mineurs dénoncent le manque de sécurité

les travaux de la commission populaire d'enquête

Comme elle l'avait indiqué Samedi dernier, la commission populaire a publié le n° 1 de son bulletin «le mineur accuse», qui a été bien accueilli dans les coronas et sur les puits malgré les attaques dans la presse et les ragots colportés par les révisionnistes qui se résument à : «réagir contre la mort des 42, c'est faire le jeu des houillères, leur donner des arguments pour fermer la mine !». Ces ragots ont peu de succès, les mineurs veulent que la vérité soit faite !

Samedi soir, malgré le silence délibéré de la presse locale, environ 80 personnes dont une vingtaine de mineurs, sauveteurs, rescapés de la fosse 3, plus des retraités, se retrouvaient pour la 2ème séance de la commission populaire dans la salle du café le Brazza à Liévin. Après une minute de silence en hommage aux 42 camarades, la réunion commençait par un premier rapport sur l'activité de la commission et du mouvement de soutien à celle-ci. Plusieurs délégués syndicaux d'usines de Béthune, de Lille et de Roubaix relaient le travail de popularisation effectué dans leurs entreprises, le lien fait avec leurs propres revendications de sécurité et déposaient des signatures. Un représentant des cercles jeunesse du P.C.R. (M.L.) relatait le travail effectué sur les lycées de Lens et de Béthune et déposait près de 400 nouvelles signatures... Enfin, un représentant de «l'Université Rouge» de Lille apportait 300 signatures et annonçait la création d'un groupe d'étude pour dénoncer la politique économique actuelle de la bourgeoisie sur le bassin minier.

Après ces premiers témoignages, la commission populaire pouvait annoncer le passage à 2000 signatures et amorçait son travail : D'abord sur la question du grisou et de sa présence, il fut une nouvelle fois affirmé que c'est l'habitude pour les mineurs de travailler dans ces conditions : la preuve, les maux de tête persistants qu'ils avaient dans certaines tailles et disparaissant dès l'arrivée à l'air... Cet élément s'ajoutait à ceux déjà récoltés sur le traficage des grisomètres.

Sur l'arrosage, les témoignages ont été formels, le quartier était sec et n'avait pas été arrosé ; aucun des mineurs interrogés passés par le VC5 et le VCII n'ont vu de rampes à eau : «on sait qu'il n'y a pas eu d'arrosage, c'était sec, tant qu'il n'y a pas d'eau on ne devrait pas commencer», «ils sont toujours pressés».

D'autre part sur cette question, au 3 il y avait bien un ouvrier chargé de ce travail, mais il avait 36 travaux à faire à la fois. Un ancien a rappelé qu'au 13 de Béthune dans le passé il y avait une équipe qui ne faisait que cela. Les mineurs présents annoncèrent d'ailleurs que la veille, au 4, il y avait une montée en teneur jusqu'à 1,9% dans leur galerie et que le travail avait été arrêté. La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

Sur l'arrosage, les témoignages ont été formels, le quartier était sec et n'avait pas été arrosé ; aucun des mineurs interrogés passés par le VC5 et le VCII n'ont vu de rampes à eau : «on sait qu'il n'y a pas eu d'arrosage, c'était sec, tant qu'il n'y a pas d'eau on ne devrait pas commencer», «ils sont toujours pressés».

D'autre part sur cette question, au 3 il y avait bien un ouvrier chargé de ce travail, mais il avait 36 travaux à faire à la fois. Un ancien a rappelé qu'au 13 de Béthune dans le passé il y avait une équipe qui ne faisait que cela.

Les mineurs présents annoncèrent d'ailleurs que la veille, au 4, il y avait une montée en teneur jusqu'à 1,9% dans leur galerie et que le travail avait été arrêté. La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

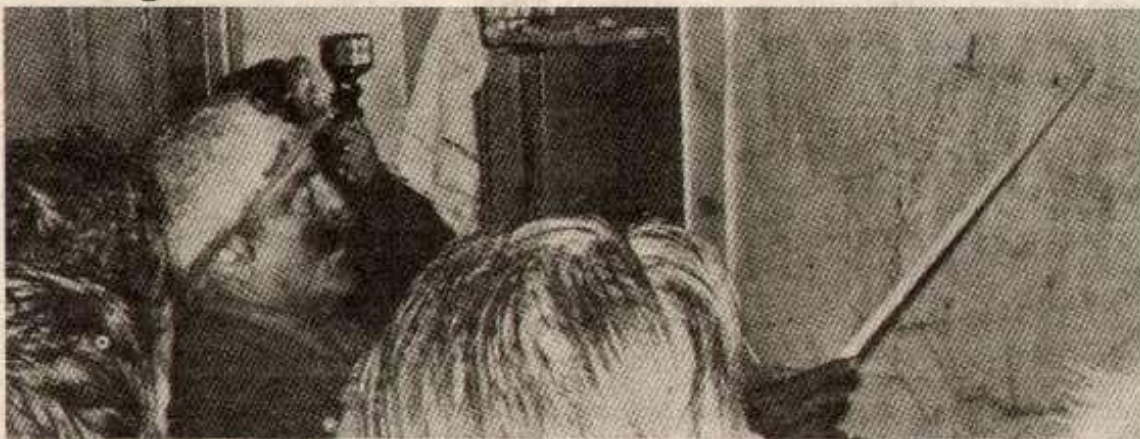
La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.

La commission s'est arrêtée longuement sur la question des gaziers, car plus que la détermination exacte du coup de grisou qui a son importance, c'est la présence même de celui-ci et les conditions de sa détection qui étaient en cause... à ce sujet un gazier retraité du 1 de Lens a remis en cause le système de ventilation.



Les mineurs sauront faire la lumière sur la soit-disant «catastrophe» de Liévin...

D'autre part, une hypothèse a été formulée que la commission n'a pas écartée et a décidé d'étudier plus en détail : l'arrêt de la ventilation secondaire par mesure d'économie des houillères, aurait laissé pendant la période des congés, du grisou s'accumuler dans des proportions insuffisantes pour qu'il soit détecté au passage du gazier ; mais la remise en route de la ventilation, le jour de la reprise du travail, aurait repoussé le grisou dans une poche le concentrant à une teneur où l'explosion est possible.

Ce qui a été mis en évidence aussi, c'est la politique d'économie permanente des houillères sur le personnel de sécurité : autrefois, au 1 il y avait un gazier par poste, aujourd'hui, il n'y en a qu'un de nuit, la prévention était laissée au porion mais comme l'ordre de déminer est donné aussitôt la fin du briquet (casse-croûte), mesurait-il d'un côté, que d'un autre le travail redémarrait avec possibilité de grisou d'autant plus à six sillons où il n'y avait pas de télegrisomètres... A ce sujet, la commission va étudier le parcours prévu par les houillères pour le gazier.

Etudiant l'article de France Soir niant le coup de poussière et affirmant le «chaulage parfait», les mineurs ont riposté : «des rescapés de Jeanne témoignent : «à Jeanne en l'espace de 3 mn, mon camarade à côté, on ne se voyait pas, on a entendu le coup et il y a eu de la poussière tout de suite».

Sur les staffanels : «moi, j'ai vu des staffanels, on peut se pendre dessus, on ne peut pas les faire basculer», «les staffanels sont montés sur une planche, il faudrait les monter sur un tuyau pour qu'ils basculent plus facilement», «avant il y avait un type qui s'occupait de cela quand j'ai commencé à la fosse 3 de Lens : et puis, il y avait des chaulers. Maintenant, vous avez la poussière du charbon, la poussière du baccage (dynamitage) et la poussière du chaulage».

Tous ces témoignages contredisaient par avance, l'article paraissant le lendemain dans la Voix du Nord attaquant sans la nommer la commission populaire d'enquête et affirmant que la galerie était «exempte de poussière», «les staffanels en place» etc...

La localisation des explosions n'a pu encore être déterminée avec précision, mais un témoignage d'un mineur de Jeanne a été

formel : «moi, j'ai entendu un coup, et puis après ça a donné des petits coups». Il y aurait donc une première puis d'autres explosions, ce qui s'expliquerait par la présence de plusieurs poches de grisou. L'enquête pour la localisation des points où les effets mécaniques se sont manifestés, se poursuit ; d'ores et déjà au VCII un sauveteur est formel, il a ramassé des corps déchiquetés, de même au montage de taille le matériel était déchiqueté...

La réunion s'est poursuivie et la conception de la mise en place de la commission qui travaille à partir de témoignages, (les mineurs, en discutant publiquement et tirant les conclusions devant tous, tenant tout le monde au courant) a été opposée à la conception de l'enquête officielle, sur le secret de l'enquête... menée loin des travailleurs et sans eux...

Enfin, une motion de synthèse est votée à l'unanimité. Pour la commission les responsabilités ne sauraient être uniquement individuelles et met en garde contre la tactique possible de condamner un bouc émissaire pour mieux dégager «la responsabilité des houillères».

Elle dénonce la commission constituée par des ingénieurs des mines, «D'ores et déjà se dégagent les premiers éléments mettant en évidence la responsabilité des houillères dont la base est une certaine conception de la production. Produire à tout prix et au moindre coût possible, toujours augmenter la responsabilité, toujours baisser les frais de sécurité et de personnel : comment comprendre autrement l'absence de télegrisomètre, le non entretien des staffanels, etc».

Enfin, elle annonce l'ouverture de dossier sécurité sur les autres puits : 4, 13/18, 7 et appelle à en ouvrir sur les usines. «Notre perspective étant celle de la tenue dans un délai rapide, d'un tribunal populaire dont le rôle sera d'établir la vérité sur l'accident de Liévin... plus largement mettre en accusation les conditions de travail et de sécurité imposées aux travailleurs dans les mines et dans les usines...»

La réunion se terminait par un appel aux témoignages et ceci malgré les pressions. Un nouveau pas avait été franchi, le bulletin n° 1 du «Mineur accuse» publiera les éléments dégagés à cette réunion.

LOGEMENT: L'EXPLOITATION DES HOUILLERES S'ETEND JUSQU'AU CORON!

La presse bourgeoise, la presse qui ment, n'hésite pas après avoir parlé des gros salaires des mineurs (alors que ceux-ci ont un salaire très bas, en général moins de 1500 F mensuels) à mettre en avant les autres «avantages» des mineurs : logement et charbon gratuits dont parle le «statut du mineur». Qu'en est-il avec le plan de récession? Dans les coronas de Liévin proches de la fosse 3, où les 42 sont morts, dans la rue Germain Delbecq, nous en avons discuté avec les mineurs. Voici le témoignage d'un mineur, retraité après 32 ans de mine, dont 22 au fond, et de sa femme.

Les logements des mineurs subissent non seulement, comme toutes les habitations, l'usure et les intempéries, mais ils subissent en plus des affaissements de terrain qui ébranlent les fondations, lézardent les murs, dégradent toute la maison. Ces affaissements du terrain sont directement liés à l'organisation de la production au fond de la mine.

«Avant guerre, le rendement était beaucoup plus faible, le travail allait moins vite, il n'y avait pas les machines modernes de notre temps. Au fur et à mesure que le travail avançait dans une veine de charbon, le mineur laissait derrière lui les étaçons qui permettaient de soutenir la gaine. Quand la production cessait dans une veine, on le remblayait. C'était l'équipe de nuit qui le faisait avec une machine à remblai à l'eau et à air comprimé. Ainsi les galeries ne s'effondraient pas et étaient rebouchées. Donc, le terrain ne s'affaissait pas.

Aujourd'hui, avec les soutènements marchants, avec les machines qui creusent et placent les cadres en avant tout en décaissant à l'arrière dans la veine, la partie exploitée à l'arrière s'effondre, le foudroyage. Avec la suppression du remblai et du soutènement fixe, le terrain s'affaisse de plus en plus. Comme on creuse de plus en plus profond pour atteindre des veines riches en charbon, moins 800 mètres et plus, la situation empire.

Ici, à plusieurs reprises, il a fallu relever le balaste de la voie ferrée, les normes de sécurité

n'étant plus respectées. Les routes sont à refaire périodiquement à cause des dénivellations qui se produisent brutalement».

«Là où nous logions auparavant, c'était devenu inhabitable. On ne pouvait plus fermer les portes et les fenêtres, les carrelages se défaisaient complètement, dans les murs il y avait des fissures, nous voyions la rue à travers. Nous avons dû attendre 2 ans pour que ce soit déclaré insalubre et pour que les Houillères acceptent de nous donner un autre logement. Le cas est fréquent dans tout le bassin, comme à Bruay, à Auchelles, où les maisons étaient dans un tel état qu'elles ont dû être abattues.

«Depuis que la fermeture des mines est annoncée, les logements ne sont plus réparés. Dans notre nouveau logement, les tuiles sont en mauvais état, les feuilles de zinc entre le bois et les tuiles sont parties, le toit est pourri, il pleut dans les chambres. Les portes et les fenêtres ferment mal, il y a des courants d'air. L'humidité et les courants d'air, c'est d'autant plus mauvais quand on a, comme moi, comme tous les mineurs, la silicose qui nous opprime les poumons. Et bien les houillères font trainer pour faire les réparations. Il n'y a que quand se produit un accident grave que les houillères se dérangent.

Pour que la décision soit prise, il y a un tas de formalités : il faut faire venir le garde de la cité (ici, pour environ 200 maisons), un ancien porion. Il vient voir, il établit un bon qui est transmis au piqueur (sorte de chef d'équipe pour l'entretien, un par coron) qui transmet à l'ingénieur de service de construction des houillères, qui décide d'envoyer des experts pour voir (état des lieux) comme ceux qui sont venus ici... Avec tout ça, ou vous attendez 6 mois, ou la réparation n'est carrément jamais faite».

Le seul cas où les houillères rénovent un logement...

«Quand une famille quitte un logement qui tient encore debout, les houillères font quelques réparations, et louent le logement à des non-mineurs pour un loyer de 200 Frs

mensuels. Le logement du mineur, c'est un logement où il n'y a ni WC intérieur, ni douche».

A noter que les houillères sont un des plus gros propriétaires foncier de France, avec 120.000 logements à l'heure actuelle, elles peuvent donc retirer d'importants profits de ces locations.

«Pour les mineurs mutés lorsqu'un puits ferme, et qu'ils doivent aller travailler dans un puits éloigné, comme ceux qui viennent d'Auchelles, à 32 km, pour travailler au 4 de Lens, les Houillères ne prennent aucune disposition favorable. Simplement lorsqu'une famille disparaît, un mineur peut obtenir un logement plus près de son lieu de travail».

«Le gouvernement nous dit : il faut faire des économies d'énergie en calefautant les portes et les fenêtres, en mettant de la laine de verre. Si on voulait faire ça dans la maison du mineur, vu l'état où elle est en général, il faudrait dépenser une fortune.

Et comme il faut chauffer, on utilise beaucoup de charbon. Mais là encore, ce n'est plus comme avant. Avant on te donnait du charbon, tu n'en brulais pas la moitié. Maintenant la qualité est moins bonne, ça fait beaucoup de poussière, la quantité est réduite, souvent il faut acheter du charbon au 15 Février. Le mineur qui est encore en activité en touchera 6500 kg par an, le retraité plus que 5000 kg, l'invalidé 4000 kg et la veuve encore moins. On dit que c'est gratuit, mais il faut payer le transport qui augmente chaque année, avec la T.V.A. en plus. On nous demande d'économiser l'énergie, alors que pour le pétrole, c'est l'état et les compagnies qui font les gros bénéfices, et on nous refile du mauvais charbon, nous qui avons trimé toute notre vie au fond de la mine.

Pendant ce temps-là, les médecins des caisses minières ont droit à des primes : moins ils accordent de jours de maladie, plus la prime est grosse. Et les anciens actionnaires des houillères qui ont continué à toucher des dividendes après la nationalisation! Tout cela sur le dos des mineurs!».

LES MINES EN CHINE : les ouvriers prennent en main la sécurité

Après la «catastrophe» de Liévin, la bourgeoisie s'est lamentée sur la «fatalité» des coups de grisou, des coups de poussière. Moyen facile pour tenter de faire croire qu'elle n'y est pour rien, alors que dans les mines en France, la vie des mineurs ne pèse rien à côté du profit! Si les mesures de sécurité ne sont pas respectées, et pourtant au point de vue technique, le matériel nécessaire existe, si les mineurs risquent chaque jour la mort, c'est que pour gagner de quoi vivre, avec le système de salaire au rendement, les mineurs ne peuvent pas respecter la sécurité. Si le matériel de sécurité n'est pas utilisé, c'est que les porions et autres chefs ne veulent pas arrêter la production en cas de danger.

Aujourd'hui, les mineurs refusent de monnayer leur vie. Ce qu'ils veulent, c'est ne pas travailler sous la menace d'une catastrophe. Ce qu'ils condamnent, c'est le système capitaliste, responsable des 42 assassinats.

La sécurité, ce n'est pas une simple question de technique, c'est avant tout un problème de choix politique : le profit, le rendement à tout prix, ou bien la santé des travailleurs. Aujourd'hui en Chine, dans les mines, le mot d'ordre est «Tout pour la sécurité». Parce que dans une société socialiste, rien n'est plus précieux que l'homme. C'est pour cette raison que la technique est efficace. Lors de la visite de la mine de Tangshan l'été dernier, un mineur chinois expliquait à des camarades : «quand on a décidé d'exploiter une mine, tout d'abord on recherche le degré de grisou. Selon les règlements d'Etat, il y a diverses mesures de surveillance. Dans chaque société houillère se trouve un bureau qui s'occupe spécialement du problème d'aération, et des cadres spéciaux pour la surveillance. Nous avons des appareils de précision, plus une sorte d'alarme. Si dans une veine il y a de 5 à 15% de grisou, il peut se produire une explosion. Selon les règlements d'Etat, dans toutes les mines il ne faut pas dépasser 1% de grisou. Si le taux dépasse 1%, on prend des mesures. De l'air est envoyé par des installations automatiques. Il existe également des installations de coupure automatique pour les moteurs électriques, tout le système est protégé. C'est pourquoi dans notre pays, il n'y a pas d'explosion par grisou. Dans notre mine, le taux de grisou est très élevé. Pour l'éviter, il faut donner le plan aux travailleurs pour qu'ils comprennent bien la sécurité et puissent en discuter. Toutes les semaines, le service de

Corr.



Les médecins descendent au fond des puits pour examiner la santé des mineurs.

sécurité discute avec les mineurs pour savoir comment l'améliorer et faire part des expériences. Au comité révolutionnaire, direction de la mine dont font partie les ouvriers, une section se charge de vérifier si les mesures de sécurité sont appliquées. Pour chaque groupe de 4 ou 5 mineurs, il y en a un qui s'occupe plus particulièrement de ce problème».

Dans la mine de Fou-Chouen, des tuyaux arrosent la paroi, les marteaux-piqueurs sont à injection à eau. L'air qui pénètre dans la mine a été au préalable humidifié. La température n'est que de 12°, ce qui rend le port du masque possible. Dans toutes les mines, le salaire au rendement a été supprimé.

Pour prévenir la silicose, on injecte l'eau en même temps qu'on creuse. L'air ne doit pas contenir plus de 2 mg de poussière de pierre par m3, et 10 mg de poussière de charbon. Tous les mineurs passent un examen par an. «A Tangshan, jusqu'à maintenant, aucun mineur n'a été atteint. Pour les vétérans atteints avant la libération, nous avons des sanatoriums, ils touchent leur salaire à 100%». Pour prévenir les rhumatismes dus à l'humidité, tous les jours les mineurs prennent des bains soufrés et passent

aux rayons ultra-violet.

Tous les mineurs ont pris en main la sécurité. Les ingénieurs, les cadres et les techniciens doivent eux aussi travailler un ou deux jours à la taille chaque semaine, et un mois d'affilée par an. Les médecins et les infirmiers aussi. Ce n'est qu'à condition de respecter la sécurité qu'on met en service des innovations permettant d'augmenter la productivité. Ainsi avant d'utiliser les détonateurs électriques à retard réglés au millième de seconde, qui allégeraient le travail des ouvriers tout en augmentant la productivité, les ingénieurs n'hésitèrent pas à participer eux-mêmes à la mise à feu de l'explosif et à mesurer la teneur en grisou pendant 2 ans, jusqu'à ce qu'ils aient la certitude que ces détonateurs étaient sans danger dans les veines de charbon grisouteuses. Aujourd'hui en Chine, parce que ce sont les travailleurs qui décident de la sécurité, le grisou a été vaincu. Non seulement il n'y a plus de coup de grisou, mais encore ce fléau des mineurs en système capitaliste, est mis en valeur, sous le socialisme : le gaz est évacué par un réseau de tuyaux, on le récupère pour en faire une matière première de l'industrie chimique ou du combustible domestique.

Lens : conférence de presse

du P.C.R.(ml)

Près de 60 personnes ont assisté dimanche dans une salle de l'hôtel de ville de Lens à la conférence de presse publique de notre Parti, annoncée rapidement samedi, c'est un succès... André Roustan Président de notre Parti la dirigeait assisté d'un membre de la Commission Populaire d'Enquête et d'un camarade de la section des mines de notre Parti. La presse régionale convoquée en temps et en heure n'avait pas daigné se déplacer, mais dans la salle des mineurs de Liévin et de Bruay, des lycéens de Béthune et de Lens et diverses personnes dont des travailleurs hospitaliers... La réunion débuta par une mise au point sur les travaux de la commission populaire d'enquête par le camarade qui en faisait partie et qui dénonça point par point l'article de la Voix du Nord paru le matin même.

Le camarade André Roustan enchaîna par une explication sur la position de notre Parti sur l'accident, dont le responsable, comme à Usinor-Dunkerque, est le système d'exploitation imposé au peuple travailleur dans notre pays. Le caractère provisoire du plan de relance fut dénoncé et André Roustan explique comment dans le cadre d'une France socialiste, brisant avec le pillage impérialiste des pays dominés et avec la dépendance à l'égard des deux super-puissances, l'économie serait indépendante et principalement organisée en comptant sur ses propres forces et comment dans ce sens, en matière énergétique, il faudrait compter absolument avec le charbon. C'est seulement dans le cadre du socialisme qu'il pourrait y avoir mise en valeur des richesses naturelles du pays et travail dans la sécurité. Le camarade rappela aussi le passé de lutte des mineurs, «bataillon puissant de la classe ouvrière».

Le camarade de la section des mines dénonça fermement la campagne de black-out de la presse régionale contre notre Parti, la campagne de rumeur, le ragot répandu selon lequel le Parti aurait lancé des cocktails molotov contre le siège des houillères... Il dénonça ces ragots et s'éleva par avance contre toute provocation de

ce genre qui pourrait être montée afin d'empêcher la poursuite du travail d'enquête et de dénonciation sur les conditions de sécurité dans les puits, il y opposa notre conception de masse du travail effectué à Liévin.

Un débat animé a suivi dont la principale caractéristique fut la dénonciation véhémente du système d'exploitation imposé aux mineurs en particulier sur la médecine des houillères. Un fils de mineur dont le père est silicose à 45% expliqua pourquoi il avait été obligé d'arrêter toute étude à 14 ans pour nourrir sa famille, comment son frère mineur à 33 ans était complètement «lêssivé» par les houillères. Un hospitalier de Lille dénonça l'insuffisance de lits pour grands brûlés à Lille et déplora l'absence de réaction des directions syndicales, lors de la visite de Norbert Ségard secrétaire du

commerce extérieur... à la cité hospitalière. Puis le débat tourna sur la nécessité de la fermeture des puits ou non et sur la possibilité de travailler en sécurité dans les mines. André Roustan expliqua comment lors d'une visite effectuée en Chine, il avait pu constater la sécurité dans le travail dans l'usine sidérurgique d'Anchan. Le problème de la sécurité est lié au mode de production capitaliste ou socialiste... Quand la classe ouvrière sera au pouvoir, dans les mines ce sera les mineurs eux-mêmes qui détermineront leurs objectifs de production dans le cadre national et feront leur sécurité... Un mineur déplora l'inaction des directions syndicales pendant l'enterrement, celui des mineurs, «un enterrement pour ces messieurs pas pour les mineurs». La force des nationalisations proposée par l'union de la gauche fut dénoncée à cette occasion comme une solution bourgeoise ne changeant en rien les conditions d'exploitation des travailleurs.

La réunion se terminait par l'annonce de la tenue d'un tribunal populaire dans un délai assez rapproché mettant en accusation les crimes du capital... et un appel à rejoindre le Parti... Après la réunion de nombreux groupes restaient encore à discuter témoignant du caractère mobilisateur de cette initiative.

CREONS PARTOUT DES COMITES DE SOUTIEN A LA COMMISSION POPULAIRE D'ENQUETE

Après plus de 2 semaines de travail, la commission populaire de Liévin a déjà rassemblé de nombreux témoignages établissant clairement la responsabilité du capital dans la mort des 42 mineurs ; elle a aussi rassemblé de nombreuses preuves révélant comment chaque jour on impose au mineur de travailler avec de nombreux risques (voir correspondance).

Notre Parti appelle aujourd'hui à multiplier dans toute la France des Comités de Soutien à la commission populaire d'enquête. De tels comités ont essentiellement deux objectifs :

1) Faire connaître largement à tous les travailleurs les résultats de la commission d'enquête au fur et à mesure qu'ils sont obtenus. Le retentissement de la catastrophe de Liévin et les problèmes qu'elle soulève dépassent très largement le bassin minier du nord, Pas-de-Calais. Cela concerne toute la classe ouvrière qui, partout où nous sommes intervenus nous avons pu le vérifier, a manifesté sa solidarité avec les mineurs de Liévin, et entend connaître la vérité clairement établie sur les responsables de la catastrophe. C'est particulièrement important au moment où la bourgeoisie développe une campagne sur la «mine maudite», et avance ce prétexte pour continuer son plan de liquidation de la mine, privant des mineurs de leur travail, privant aussi notre pays de ressources énergétiques propres.

2) Recenser systématiquement les «accidents» du travail qui localement frappent les travailleurs, ainsi que les maladies du travail. Etablir dans chaque cas clairement la responsabilité du capital par les témoignages et la mobilisation des travailleurs. En envoyant ces témoignages à la commission populaire d'enquête de Liévin, il s'agit d'établir que l'assassinat, la mutilation, la détérioration constante de la santé de travailleurs ne sont nullement l'exception, la conséquence de la fatalité, mais bien la règle du système capitaliste. Quand dans un secteur en récession

comme les houillères le capital tue 42 mineurs un jour de décembre, il tue aussi 74 sidérurgistes à Usinor-Dunkerque depuis la création de l'usine dans un secteur en pleine extension, il tue aussi chaque jour plus de 3 travailleurs en moyenne dans le bâtiment... En faisant converger tous ces témoignages vers la commission populaire d'enquête de Liévin, il s'agit de rassembler tous les moyens pour mettre en pleine lumière la place réservée aux travailleurs dans la société capitaliste. Il s'agit de s'emparer de la question de Liévin pour dresser un réquisitoire contre les conditions de vie et de travail que fait le capitalisme aux travailleurs aujourd'hui. La commission populaire d'enquête de Liévin envisage, quand le moment sera venu, de conclure son travail par la tenue d'un tribunal populaire pour faire connaître très largement ses conclusions et donner un large écho à la dénonciation du capitalisme qui en découle. Les comités de soutien à la commission d'enquête doivent lui fournir les multiples témoignages dont elle a besoin, s'associer au travail de préparation de ce tribunal populaire.

Partout il faut développer ces comités de soutien, donnant largement la parole aux travailleurs, victimes d'accidents du travail, de maladies professionnelles, ou simplement courant chaque jour dans leur usine, sur leur chantier, le risque de perdre la vie... De tels comités doivent rassembler largement au delà des ouvriers, tous ceux qui peuvent témoigner sur ces questions, comme par exemple les travailleurs de la santé, tous ceux qui veulent s'associer à la dénonciation des crimes du capital, comme par exemple les jeunes, lycéens ou étudiants.

Pour correspondre avec la commission populaire d'enquête, écrire à : Martine BARROSO 62600 ROLLENCOURT G8000 LIEVIN

UNE LEGION D'HONNEUR BIEN MERITEE!!!

Dans la revue patronale Relais de Janvier n°61, Delmon et Hecquet à la page 4 «renouvelaient auprès des familles si douloureusement éprouvées leurs condoléances très attristées»... pas si attristées que cela parce que dans ce magazine de près de 40 pages, rien sur l'accident! Mais on détend l'atmosphère par des articles sur la culture et les économies d'énergie. Surtout à la page 9 le même Hecquet déclare aux médaillés du travail «notre devoir est désormais clair, il faut produire le plus de charbon possible et le plus vite possible, pour cela il faut réunir un certain nombre de conditions» dont les trois principales semblent être :

- «Fournir aux ingénieurs du fond le personnel nécessaire en quantité et en qualité pour réaliser les programmes de production

- diminuer le taux d'absentéisme du personnel productif

- maintenir le rendement à un niveau suffisant. Actuellement seule la première condition est remplie».

Monsieur Hecquet, merci de ces vœux de bonne année... Les mineurs sont avertis.

- encore moins de billets de maladie par les médecins complices des houillères

- encore plus d'accidents pour assurer le rendement.

Nous comprenons clairement pourquoi au lendemain même de l'enterrement de nos 42 camarades, vous avez été décoré de la légion d'honneur: vous avez bien mérité du capital et vous avez bien l'intention de continuer.

LA SOLIDARITE AVEC LES MINEURS DE LIEVIN

LA MURE (ISERE)

Samedi 11 janvier, le Parti est intervenu sur les Mines de la Mure et de la Motte d'Aveillans, en diffusant la presse et un tract dénonçant le capital responsable de la «catastrophe» de Liévin, en proposant la pétition de la Commission Populaire d'Enquête. Nous avons rencontré un large écho spontané chez les mineurs: en une heure de porte à porte auprès des mineurs et des retraités, nous avons collecté 75 Frs. La pétition a été largement signée et va continuer à l'être aux puits. Un mineur nous déclarait: «les conditions de sécurité se sont dégradées»; Un autre: «De mon temps, les conditions de travail étaient meilleures. Aujourd'hui les galeries sont laissées à l'abandon, sans aucune précaution de sécurité.» Devant ce soutien des mineurs aux explications et propositions du Parti, rien d'étonnant si les fils n'ont pas hésité à interpeller des camarades pour les conduire à la gendarmerie de la Mure, après une heure de porte à porte, et pendant le match organisé au profit des veuves de Liévin où nous voulions intervenir. A la Mure, avec leur réseau d'indices qui multiplient les rondes nocturnes dans des voitures banalisées sous une marque de chauffage, ils espèrent porter entrave au travail de masse du Parti. La bourgeoisie en difficulté ne peut tolérer que le Parti dénonce l'assassinat du capital. Cette repression n'empêchera pas le P.C.R. ml de continuer son travail de masse auprès des mineurs.

BETHUNE

Au lycée technique industriel et commercial de Béthune, la pétition qui circule à l'initiative du cercle jeunesse du Parti, réclamant la vérité sur l'accident de Liévin, dénonçant le capitalisme responsable, a reçu déjà 360 signatures en 4 jours. Un tract du cercle appelant à soutenir et à populariser les travaux de la commission populaire d'enquête de Liévin a été bien accueilli: Pendant la récréation, des groupes d'élèves se sont formés autour des camarades du cercle, tandis que Front Rouge spécial et «le Mineur accuse» étaient largement vendus. Dans une classe, des élèves ont demandé au professeur que le tract soit lu devant toute la classe, afin qu'on en discute. Corr.

Verdict de draguignan :

LA BOURGEOISIE IMPUISSANTE A MASQUER LA CRISE DE SON ARMEE

Il y a 4 mois, 200 appelés du 19^e régiment d'artillerie défilaient dans les rues de Draguignan pour appuyer leurs revendications. Cette manifestation succédait à une série d'actions menées dans les casernes, dénonçant les conditions de vie à l'armée, les attitudes et le rôle des gradés, l'absence de libertés politiques pour les soldats appelés. L'écho rencontré par exemple par l'appel des 100, témoigne de la colère des appelés contre la vie qu'on leur fait mener.

Inquiète devant le développement de ces mouvements, la bourgeoisie a tenté de réagir en jouant sur deux tableaux : la **démagogie**, avec la prétendue réforme Soufflet qui sur quelques points limités libéralise la vie du soldat (par exemple 5 voyages gratuits de permission dans l'année) et la **répression**, avec la chasse aux soi-disants meneurs, par exemple, et la condamnation à 6 mois fermes de Fournel (il avait appelé ses camarades à se solidariser avec un signataire de l'appel des 100 sanctionné). Trois soldats, Pelletier, Ravet, Taurus, qui est guadeloupéen, avaient été arrêtés et inculpés comme «meneurs» de la manifestation de Draguignan. Le verdict du procès illustre bien cette politique contradictoire. En acquittant Taurus et en libérant Pelletier et Ravet, condamnés à des peines n'excédant pas leur période de détention provisoire, le gouvernement a marqué un recul par rapport à ses intentions initiales de marquer le coup en organisant un procès. La manière même dont s'est déroulé le procès révèle les pressions faites sur les témoins par l'instruction, le vide du dossier...

La crainte que se développent d'importants mouvements à l'armée, la crainte que le contenu des revendications dépasse le stade actuel et remette en cause plus largement le rôle de l'armée impérialiste, la crainte que de tels mouvements se solidarisent avec les mouvements de la classe ouvrière, c'est ce qu'on peut discerner à travers les déclarations contradictoires de ses représentants. C'est ainsi que de Boissieu, chef d'Etat major de l'armée de terre s'inquiétait dans un rapport sur le moral de l'armée de terre : «**Si de nouvelles convulsions politiques et sociales éclataient, l'institution militaire ne serait sans doute plus épargnée.**» A cela, s'ajoute en plus, le développement d'un malaise des officiers qui supportent mal la colère et le mépris grandissant des masses et la révolte des appelés qui s'insurgent contre leurs méthodes. Aussi, la bourgeoisie prépare en toute hâte quelques réformes de pacotille, mais d'abord, elle s'efforce de donner satisfaction à ses plus fidèles chiens de garde : les officiers et sous-officiers, en les consultant pour l'élaboration de leur nouveau statut.

Malgré cela, Soufflet, sans crainte du ridicule, claironne à chaque occasion que tout va bien dans l'armée : «**Il n'y a pas de brimades dans l'armée française.**» Interrogé sur le rapport confidentiel de de Boissieu, il se fâche : «**on fouille dans nos poubelles (c'est sans doute là qu'il avait mis ce rapport).** On publie de prétendus extraits d'un rapport du général de de Boissieu sur le moral dans l'armée...!» en fait tout va très bien, selon lui «les capitaines sont bien, sont

joyeux...». Malgré toutes ses dénégations embarrassées, Soufflet ne peut pas masquer les contradictions qui se développent à l'armée, comme dans l'ensemble de la société capitaliste. Cette impuissance, ces hésitations, sont un signe de la crise politique qui secoue l'impérialisme français.

D'autres pourtant essaient à leur façon de dissimuler le véritable rôle de l'armée dans l'appareil d'Etat : il s'agit des partis de «gauche», en particulier du P.C.F. Sous couvert de défense des «3 de Draguignan», les révisionnistes ont tenté de prendre la tête du mouvement de défense des inculpés et de lutte pour les libertés démocratiques à l'armée, afin d'y imposer leur point de vue sur l'armée. Leur tâche a été grandement facilitée par les trotskystes qui ont pris soin de limiter la lutte des appelés à la seule revendication des libertés démocratiques, sans dénoncer le rôle de l'armée impérialiste contre les peuples du monde et le prolétariat. Aujourd'hui les trotskystes s'estiment comblés par la participation de la «gauche» au soutien aux 3 de Draguignan, sans poser un instant la nature de ce soutien. Pour les révisionnistes, les revendications des appelés ne doivent pas remettre en cause le rôle de l'armée ni sa hiérarchie. Le P.C.F. n'entend absolument pas dénoncer le rôle de l'armée bourgeoise comme instrument de contre-révolution et d'agression contre les peuples opprimés. Il propose aux appelés de s'unir aux gradés pour obtenir un «statut démocratique». Comme le dit le programme commun «**le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers.**» En ce domaine, l'armée française a une riche tradition ! Les officiers ont toujours montré à qui ils réservaient «leur loyalisme sans faille» ! Que ce soit pendant la Commune, où ils se sont alliés aux Prussiens pour écraser l'insurrection prolétarienne, ou en 1940 où ils ont dans leur très grande majorité souscrit en toute hâte l'armistice avec les nazis.

Pour ce qui est de l'indépendance nationale, les révisionnistes font confiance avant tout à la «coexistence pacifique», c'est-à-dire au partage du globe par les deux super-puissances. Ils masquent les dangers que la rivalité des deux super-puissances, URSS et USA, font courir à la paix et à l'indépendance nationale des pays du monde, particulièrement de l'Europe, enjeu stratégique de leur rivalité. En ramenant ainsi la lutte contre l'armée bourgeoise à une campagne sur le pacifisme, les révisionnistes désarment les masses face à la nature réelle de cette armée, ils désarment les masses aussi bien contre les menées de la contre-révolution que prépare la bourgeoisie que contre les menaces d'agression des 2 super-puissances. Poursuivons la lutte contre l'armée de la contre-révolution et de l'oppression des peuples.

Demeurons vigilants face à la menace d'agression des deux super-puissances, et expliquons ce que serait le rôle de l'armée dans une France socialiste, pour préserver l'indépendance nationale et le socialisme contre les agressions des deux super-puissances et la subversion de la bourgeoisie !

S. Livet



DES APPELES MANIFESTENT EN ALLEMAGNE

Le 13-1-1975 :

Trois cents appelés ont manifesté pendant une heure dans les rues de Karlsruhe en R.F.A.

Leurs revendications portaient sur l'augmentation des salaires, un plus grand nombre de permissions et sur les tarifs des chemins de fer, car en R.F.A., ils n'ont aucune réduction sur les tarifs de train.

Auparavant, s'était tenue une assemblée générale soutenant l'appel des cent.

Comme après la manifestation de Draguignan, les autorités militaires ne manquent pas de chercher des meneurs et de les inculper.

Soyons prêts à manifester notre soutien à la lutte des soldats de Karlsruhe pour empêcher toute sanction.

La Vle flotte à Canjuers

Le camp militaire de Canjuers (Var) qui avait déjà accueilli les marines U.S. il y a plusieurs mois, vient d'être à nouveau mis à la disposition de l'armée U.S. Samedi 11 janvier, des troupes de la 6^{ème} flotte U.S. y débarqueront pour s'y entraîner. La 6^{ème} flotte qui patrouille en permanence en Méditerranée, a trouvé à Canjuers un camp d'entraînement proche de leur champs de manœuvre. Après les déclarations menaçantes de Kissinger, confirmées par Ford, selon lesquelles les USA n'hésiteraient pas à s'attaquer aux pays producteurs de pétrole, en cas d'embargo de leur part, on est tenté de relier ces deux événements.

Le camp de Canjuers présente en effet des conditions géographiques assez proches de celles du Proche Orient et si les U.S.A. s'attaquaient aux pays arabes, ce serait d'abord avec la 6^{ème} flotte. Faut-il voir dans l'entraînement des troupes U.S. à Canjuers, une préparation à une éventuelle agression

contre les pays producteurs de pétrole, on peut se le demander ?

En tout cas, ce retour même provisoire des troupes U.S. en France confirme le rapprochement avec l'impérialisme U.S. que nous avons déjà souligné lors de la rencontre Ford-Giscard. Après cette rencontre à la Martinique, la collaboration, y compris sur le plan militaire, au niveau de l'OTAN ou autrement, de l'impérialisme français avec l'impérialisme U.S. ira en se renforçant.

Les masses en France qui avaient obtenu le départ des bases U.S. de France, n'accepteront pas le retour des soldats yankees et s'opposeront à toute tentative de l'une ou l'autre des super-puissances d'installer ses troupes en France.

YANKEE GO HOME !

HORS DE MEDITERRANEE LES DEUX SUPER-PUISSANCES !

A BAS LA COLLABORATION ENTRE L'IMPERIALISME FRANCAIS ET L'IMPERIALISME U.S. !

La réforme électorale municipale et la querelle PS - P«C»

Poniatowski prépare une réforme du système électoral des municipales. Le prochain scrutin doit se dérouler en 77, soit un an avant les législatives prévues en 79, s'il n'y a pas de dissolution de l'assemblée nationale qui intervient d'ici là. D'après Poniatowski, cette réforme viserait à assurer une «meilleure représentation de la population». Il est bien évident que ce n'est pas de cela qu'il s'agit, la «meilleure représentation de la population» ne pouvant pas être réalisée dans un scrutin organisé sous la domination de la bourgeoisie, où c'est elle qui détient tous les moyens d'expression, qui multiplie ses candidats, qui fabrique les lois électorales...

Alors de quoi s'agit-il ? Dans le système électoral actuellement en vigueur dans les villes de plus de 30.000 habitants, le vote bloqué sur liste bloquée interdit les accords entre les 2 tours pour fusionner deux listes en partageant les sièges et distribue tous les sièges à la liste qui l'emporte. Cela signifiait par exemple que l'UDR et les Républicains Indépendants avaient intérêt à présenter une liste commune dès le premier tour, sinon cela signifiait pour l'un ou l'autre groupe la menace d'être complètement dominé au deuxième tour, et donc de n'avoir aucun siège au Conseil municipal. Ce système mis en place par de Gaulle, permettait de prolonger dans les municipalités le rôle dominant joué à l'époque par l'UDR dans la vie parlementaire : dans la mise sur pied des listes, l'UDR pouvait jouir de sa position pour imposer avant l'élection le partage des sièges à son profit et

éviter la concurrence de ses alliés.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'annonce de la mise en chantier de la réforme de cette loi électorale. Rien n'est officiellement connu sur les modifications qui doivent intervenir. Sans doute Poniatowski entend-il éviter que ce projet soit amputé comme l'ont été, du fait de l'UDR, les réformes constitutionnelles de cet automne, et veut-il d'abord bien mesurer jusqu'où il peut aller avec l'UDR, par un certain nombre des concertations préalables : la reprise en main de l'UDR devant faciliter cette tâche. Mais on peut cependant saisir l'enjeu même de la réforme électorale, ne serait-ce que par les déclarations de certains personnages politiques qui doivent être bien placés pour connaître les modifications envisagées, comme par exemple le ministre de la Justice, Lecanuet. Ce dernier déclarait récemment au sujet de cette réforme électorale : «**Si l'on introduit une certaine forme de représentation proportionnelle, l'autonomie et la personnalité de chaque formation politique réapparaîtront.**» Sous entendu alors les formations comme le Centre Démocrate (parti de Lecanuet) ou les Républicains Indépendants (parti de Giscard et Poniatowski) n'auraient pas à se dissoudre dans une liste dominée par l'UDR et pourront tenter leur chance séparément de l'UDR, pour poursuivre le processus de laminage de la formation gaulliste.

D'autre part, quand on examine les conséquences sur la gauche d'une réforme, favorisant la présentation sur des listes séparées

des différentes formations politiques (puisque c'est celle envisagée par Lecanuet), on voit tout de suite l'avantage qu'escompte en tirer les Poniatowski et Lecanuet. Une telle réforme pourrait en effet éviter au PS d'avoir à nouer dès le départ une alliance avec le P«C»F et lui permettre dans un premier temps de compter ses forces face au P«C»F. Le projet de réforme des élections municipales de Poniatowski, tombe vraiment à pic au moment même où un des points de querelle du P«C»F avec le PS est justement la question des alliances municipales entre centristes et socialistes ! Lecanuet lui-même mangeait le morceau dans l'interview déjà citée déclarant à propos d'une telle réforme électorale : «**Les faux accords et le programme commun, pour inventer une entente qui n'existe pas, disparaîtront ou auront tendance à diminuer d'importance.**»

Les révisionnistes du P«C»F ont bien senti venir le danger. Ils sont d'autant plus en fâcheuse posture qu'ils rabâchent aux travailleurs que le seul système électoral «juste», c'est la proportionnelle, et que c'est justement de cette fameuse proportionnelle que s'inspire Poniatowski. Redoublant dans ces mises en demeure en direction du PS, mettant Mitterrand personnellement en cause pour la première fois, le P«C»F n'arrive pourtant pas à mobiliser les travailleurs sur cette question. Ce qui ressort avant tout de cette querelle, c'est bien la voie de garage que constitue «l'union de la gauche», c'est bien aussi le fait que le P«C»F n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE	
pli normal 1 an	80 F
3 mois	20 F
pli fermé 1 an	160 F
POUR L'ETRANGER	
écrire au journal qui fournira le tarif.	

PLUS D'UN MOIS APRES LA FIN DE LA GREVE LES POSTIERS FACE AUX MENACES DE LELONG

Un mois après la fin de la grève des P.T.T., le trafic postal semble loin d'être rétabli normalement, certaines lettres mettent une dizaine de jours pour arriver, certaines lettres postées avant la grève ne sont pas encore parvenues à leur destinataire. L'ensemble de la presse bourgeoise fait ses gros titres de cette situation, en l'expliquant à sa façon bien sûr: s'il y a du retard, c'est de la faute aux postiers qui ont fait grève et qui continuent de saboter le trafic postal. La poursuite de la campagne contre les postiers n'est pas gratuite, la bourgeoisie veut les déconsidérer, briser leur combativité et préparer des mesures pour empêcher la reprise d'un mouvement de grande ampleur. Pour cela Lelong, qui commence à tirer les leçons de la grève, s'attaque d'abord aux points les plus combattifs: les grands centres de tri parisiens. Ses premiers efforts visent à les démanteler, en mettant en place un système de petits centres de tri autour de Paris: les Rocades, afin d'éviter en cas de grèves des centres parisiens le blocage de l'ensemble du courrier, qui jusqu'ici transitait presque totalement par les centres parisiens. Plusieurs rocades seront en service dans 18 mois: Bobigny, pour le 93, Créteil pour le 94, Issy-les-Moulineaux, Argenteuil, Evry, Melun, Vaux-le-Penil, Meudon et Trappes pour le 78. A cela s'ajouteront certains centres de tri parallèles qui seront légalisés. Sur Paris des centres parallèles continuent de fonctionner à

Créteil, Rungis, la Courneuve, Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen. Pour justifier le recours à ces centres de tri parallèles et la création des rocades, Lelong prend prétexte de l'anarchie actuelle dans le courrier qu'il a lui-même organisée. De grossières provocations ont été montées par la bourgeoisie pour discréditer les postiers: des sacs de courrier provenant des centres de tri parallèles ont été retrouvés dans la Seine, des paquets de lettres ont été brûlés dans ces centres. Non seulement Lelong se venge des grévistes en leur retenant chaque mois 1/3 de leur salaire pendant 4 mois, mais il menace ceux qui veulent poursuivre la lutte. Dans une circulaire ministérielle, il annonce qu'il sanctionnera les postiers appliquant le principe «un tiers de salaire en moins, un tiers de travail en moins». Plusieurs postiers au premier rang pendant la grève sont menacés de licenciement, en particulier des auxiliaires; on parle d'une cinquantaine de licenciements en préparation. Déjà aux chèques postaux 30 employées ont été licenciées: une action a permis que certaines soient réembauchées. Malgré l'amputation d'un tiers de leur salaire, malgré les menaces de Lelong: licenciements et sanctions qui pèsent sur eux, malgré l'échec du mouvement et l'absence des perspectives offertes par les directions syndicales, un certain nombre de faits témoignent de la grande combativité des postiers.

A Lille gare, aussitôt après la reprise, les postiers repartent en grève pour exiger la suppression d'un centre de tri parallèle, les préposés refusent de décharger un camion en provenance de ce centre.

Au PLM, à Paris-Brune entre autres, les postiers refusent massivement de signer la circulaire de Lelong interdisant le boycott des cadences.

Dans le 19ème, les facteurs refusent de faire du tri supplémentaire.

Dans plusieurs centres de province, dont Avignon (voir correspondance ci-dessous), des grèves sont déclenchées contre l'aggravation des conditions de travail.

Les directions syndicales craignent par dessus tout un redémarrage du mouvement, aussi se gardent-elles d'encourager la lutte et de donner des perspectives. Elles sabotent par exemple la lutte contre le démantèlement des centres de tri parisiens en mettant en avant les «avantages» de ce qu'elles appellent la «décentralisation»: 1) rapprochement du lieu de travail du domicile pour certains postiers, 2) avancement car il faudra des cadres supplémentaires, 3) espérance bien hypothétique d'une amélioration des conditions de travail. Mais elles ne soulignent pas les visées de Lelong: dispersion et rupture des liens forgés dans la lutte, favorisant un resserrement de la discipline et le licenciement des plus repérés.

Au P.L.M., par exemple, la direction de la CGT ne s'intéresse pas aux menaces de licenciement pesant sur les auxiliaires, car elle se rend compte que leur combativité n'est plus canalizable dans le programme commun. Elle n'élabore aucun tract sur place, tout est rédigé centralement pour empêcher que ne s'exprime la combativité de la base.

Malgré les trahisons des directions syndicales, peu de postiers ont déchiré leur carte, ils restent dans leur syndicat, mais ils redoublent de vigilance vis à vis de dirigeants syndicaux.

Par exemple à Paris-Brune, dans un service, il n'y avait avant la grève qu'une réunion par mois avec les délégués CFDT, à présent il y en a une par semaine, et 25 postiers y participent. Un délégué CFDT constate que «les gars veulent savoir, ils ne veulent plus voter n'importe comment; ils exercent leur contrôle sur le syndicat».

Au PLM les révisionnistes dans la CGT sont démasqués auprès de nombreux postiers, et ils sont sur la défensive, «dans leurs tracts tu sens le ton de la défensive» nous explique un postier. Leurs tracts font l'objet des moqueries et de la dérision des travailleurs du centre de tri.

Les postiers rejettent les arguments des révisionnistes attribuant l'échec du mouvement à l'intransigeance du gouvernement, ils se rendent compte que la seule solution pour faire plier l'Etat patron, c'est d'être dur, plus dur que lui.

Ce qui manque pour que la lutte reprenne ce sont les perspectives, comme le dit un postier du PLM: «les gars ne voudront pas repartir pour rien. Mais si ça repartait, on recommencerait par faire des comités de grève, pour aller d'un centre à l'autre, ça c'est sûr.»

Correspondant Avignon.



GREVE AU CENTRE DE TRI D'AVIGNON

Le personnel du centre de tri postal d'Avignon-gare, soutenu par les syndicats CGT et CFDT, a lancé un mot d'ordre de grève, du mardi 7 janvier au vendredi 11 janvier, après un vote à bulletin secret donnant 75% en faveur de la grève. Ce mouvement est déclenché contre la volonté de la direction de remettre en cause les acquis de la grève de l'année précédente, qui avait permis que le nombre d'agents titulaires dans chaque brigade (jour et nuit) soit de 23. La direction a décidé unilatéralement de réduire le nombre d'agents titulaires de 23 à 21 et de changer les horaires de la brigade de nuit, mettant en place une brigade dont les horaires sont de 17h à 24h.

La grève est limitée à la brigade de nuit, la brigade de jour n'étant pas touchée par les changements.

Bien évidemment, FO se désolidarise de la grève car «toutes les possibilités de négociations n'ont pas été épuisées.» F.O. n'est pas contre la brigade 17/24 h qui, non seulement bouleverse les horaires des postiers au mépris de leur vie de famille perturbée par ce nouveau changement, mais qui diminue aussi le nombre d'agents alors que le trafic s'intensifie.

Cette grève pourra être reconduite ultérieurement si les prochaines entrevues avec la direction ne changent en rien la situation actuelle des postiers du tri d'Avignon-Gare.

- LYON -

après l'assassinat des 42 mineurs à Lievin REUNION PUBLIQUE

- RESULTATS DE LA COMMISSION POPULAIRE D'ENQUETE
- TEMOIGNAGE SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
- DEBAT

SAMEDI 18 JANVIER 15 h
PALAIS DU TRAVAIL
Place de la Libération - VILLEURBANNE

- PARIS -

CERCLE «QUE FAIRE»

sur:
**le parti de
type nouveau**

44 rue de Rennes
(M^o St-Germain)

JEUDI 16 JANVIER 20 H 30

DEVELOPPONS LA CAMPAGNE D'ABONNEMENTS POUR UN QUOTIDIEN COMMUNISTE

dans notre courrier...

Camarades,

Lecteur régulier de Front Rouge, je ne peux qu'être d'accord avec l'idée d'un Front Rouge quotidien. Les analyses et les reportages de Front Rouge permettent de donner un point de vue correct sur les événements mais il est dommage d'attendre parfois plus d'une semaine pour connaître votre position. Pendant ce temps, la presse bourgeoise et la télé ne chôment pas à diffuser leurs mensonges. Et puis, il y a des tas de sujets que vous n'abordez que très rarement et sur lesquels j'aimerais connaître votre position, comme le logement, l'urbanisme ou encore la culture. Pas de problème, 8 pages par semaine, c'est vraiment trop peu, il faut un quotidien.

Mais comment comptez-vous arriver à sortir ce quotidien? Peu d'explications jusqu'à présent ont paru dans l'hebdomadaire! Pourrez-vous réunir les moyens financiers exceptionnels que réclame cette entreprise? Et comment ferez-vous pour le distribuer? On voit déjà les difficultés pour trouver F.R. en kiosque, alors quand il sera quotidien, qu'est-ce que cela sera?

En attendant des explications je vous envoie déjà un chèque de 150 Frs correspondant à un abonnement de 6 mois pour soutenir votre initiative.

J.D. Paris XVème.

Nous te remercions de ta lettre. Beaucoup de camarades et d'amis comme toi sont enthousiasmés par l'idée d'un quotidien communiste mais un peu inquiets devant l'ampleur des moyens à mettre en œuvre. Y arriverons-nous?, se demandent-ils.

Nous y arriverons à condition de compter avant tout sur nos propres forces et sur celles de nos lecteurs. Tu poses le problème de la distribution du journal.

Front Rouge quotidien devra être chaque matin à la porte du plus grand nombre possible d'usines. L'existence d'un quotidien communiste en

Septembre 75 est donc liée à un large développement de notre Parti et du nombre de ses sympathisants et amis, c'est la tâche que nous nous sommes fixée depuis notre Congrès Constitutif, en Mars dernier, et dans la réalisation de laquelle nous avons déjà obtenu d'excellents résultats: il suffit de constater l'audience grandissante de notre Parti dans le bassin minier du Nord à l'heure actuelle. Et du reste, l'existence d'un quotidien augmentera encore de façon bien plus grande l'influence de notre Parti.

Mais les communistes ne peuvent pas consacrer le plus clair de leur temps à diffuser le journal. Alors faut-il compter sur les N.M.P.P.? N'en parlons pas. Le trust Hachette, qui contrôle les N.M.P.P. et a aussi le monopole des messageries de presse, ne nous fait pas de cadeau aujourd'hui, et nous en fera encore moins quand notre journal sera quotidien. Comme tu l'as constaté, le journal n'arrive pas

partout, il est souvent mal affiché, et parfois on refuse même de nous le prendre. Nous ne pouvons compter principalement sur les N.M.P.P. pour distribuer Front Rouge quotidien.

C'est principalement sur les abonnements que nous comptons et c'est pourquoi nous avons lancé une campagne d'abonnements au quotidien dont la première tranche de 1000 abonnements actuellement en cours, n'est qu'une petite partie. Des milliers d'abonnés ce sont des milliers de lecteurs qui reçoivent régulièrement le journal, sans que cela mobilise un grand nombre de camarades.

1000 abonnés aujourd'hui ce sont 25 millions d'anciens francs pour le quotidien. Des milliers d'abonnés ce sont des dizaines de millions de francs pour le quotidien. Voilà pourquoi nous avons donné à la campagne de souscription pour le quotidien la forme d'une campagne d'abonnements. Réunir des sommes aussi élevées c'est donc possible, et il est important de le faire avant la parution du premier numéro du quotidien. En effet nous ne voulons pas, au bout d'un mois de parution, lancer de pressants appels au secours et courir le risque de voir échouer le projet du quotidien communiste. Voilà pourquoi il faut réunir avant Septembre 75, de quoi faire tourner le journal pendant un temps suffisant. Développer, dès aujourd'hui, une campagne massive d'abonnements, c'est la condition pour que sorte, en Septembre 75, un quotidien communiste.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F	3 mois 80 F	Nom
		Prénom
		Profession
6 mois 150 F	1 mois 80 F	Adresse

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à
F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

Soutien total à l'action des patriotes vietnamiens face au sabotage des Accords de Paris par la clique US-Thieu et aux nouvelles menaces de l'impérialisme US.

Dans quelques jours cela fera deux ans que les accords de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam ont été signés, le 27 Janvier 1973.

2 ANNEES DE VIOLATION DES ACCORDS PAR THIEU ET SES MAITRES...

Deux ans après, la guerre n'a pas cessé. Aux opérations de grignotage lancées par Thieu contre la zone libérée, le G.R.P. a répondu avec la plus grande fermeté. Dès le 15 octobre 1973, le G.R.P. donnait l'ordre de reprendre tous les secteurs illégalement occupés par Saigon après le cessez-le-feu, de détruire non seulement les troupes envoyées contre les zones libérées « mais encore les bases de départ de ces opérations ». Tel est le cadre des combats de PHNOC BINH et de la montagne de la Vierge Noire que la presse pro-impérialiste présente comme une « offensive communiste ». Dans la réalité il s'agit d'une riposte aux centaines de milliers de violations des accords perpétrées par Thieu, avec l'aide de l'impérialisme US. PHNOC BINH a été une importante base de départ aux opérations d'empiètement. La montagne de la Vierge Noire protégeait un important centre de télécommunications et de radar qui servaient à guider les avions qui

bombardaient les zones libérées. Elles ont été détruites l'une et l'autre, comme d'autres de moindre importance ont été également détruites, ainsi ont été libérées à nouveau les zones dont les fantoches s'étaient emparés. Et cela après de longs mois, au cours desquels la politique d'agression est devenue claire aux yeux de tous, claire aux yeux de la population des zones contrôlées par Thieu, claire aux yeux mêmes des soldats et de certains officiers de l'armée de Thieu, qui allaient jusqu'à refuser de combattre et dont un grand nombre a déserté pour rejoindre leurs familles ou pour gagner les zones libérées.

... 2 ANNEES DE DEFAITE POUR LA CLIQUE THIEU

Après deux ans la nouvelle politique d'agression de l'impérialisme US, menée par Thieu a subi une défaite cinglante : selon MURRAY, général yankee, en poste au Viet-Nam « les chiffres de l'année des pertes de Saigon sont les plus élevés connus jusqu'à ce jour ». La ferme riposte de la population de la zone libérée, dirigée par le G.R.P. est la base solide qui permet à la population des zones contrôlées par Thieu de dénoncer le régime corrompu, fasciste, belliciste de Thieu.



Saigon : manifestation contre la clique US Thieu

Les Accords de Paris: une victoire de la guerre du peuple

Les accords de Paris « sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam » signés le 27 Janvier 1973, sanctionnaient une grave défaite de l'impérialisme américain dans la guerre d'agression qu'il menait depuis près de 20 ans en Indochine (relayant l'impérialisme français défait à Dien Bien Phu en 1954). Les patriotes vietnamiens imposaient leurs conditions aux agresseurs. « Les Etats Unis d'Amérique respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité nationales du Viet-Nam consacrées par les accords de Genève de 1954 sur le Viet-Nam ». L'armée US devait quitter le Viet-Nam et stopper ses bombardements sur la République Démocratique du Viet-Nam et les provinces du Sud.

Les accords de Paris prévoyaient, sur la base du cessez-le-feu, qui devait s'instaurer, la création d'un conseil de réconciliation et de concorde nationale à trois composantes égales ; c'est-à-dire d'une part, les forces représentées par le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP), d'autre part, les forces représentées par Thieu, enfin, les forces de la 3e composante qui existaient dans les zones contrôlées par Thieu et sans être d'accord avec le GRP sur tous les points, désapprouvaient et combattaient la main-mise US sur leur pays et la complicité de Thieu. Ils fixaient aussi la forme pour que soit réalisée dans les plus brefs délais, la paix, et les moyens pour que se réalise l'autodétermination du peuple vietnamien hors de toute ingérence de l'impérialisme US.

La victoire du peuple vietnamien, c'était la victoire de la guerre du peuple, d'une guerre de 30 années.

La victoire de Dien Bien Phu avait chassé l'impérialisme français en 1954, contraint de signer les accords de Genève. Le Nord était libéré.

L'impérialisme US pris la relève au Sud. En 1960 le FNL était créé, en 1961 les Forces Armées Populaires commençaient une nouvelle lutte armée pour libérer le Sud qui gagna en force et en ampleur malgré les 500.000 GI'S débarqués au Viet-Nam, les milliers de tonnes de bombes déversées par l'US air force sur le Nord comme sur le Sud. En 1968, l'offensive du Têt se conclut sur la première grande défaite militaire de l'impérialisme US ; 20.000 GI'S hors de combat, 1800 avions détruits, Johnson, alors président des USA, doit aller à la table de négociations et l'impérialisme US doit changer de tactique ; c'est la guerre à outrance et la vietnamisation ; c'est la constitution d'une armée et d'une administration à la solde des yankees pour mener la guerre à leur place. C'est une nouvelle défaite. Au cours de l'année 1972, 500.000 soldats fantoches sont mis hors de combat, 3200 avions sont abattus. Au Nord 12 jours de bombardements ininterrompus sur Hanoi et Haiphong en décembre, s'achevaient par une défaite : 81 avions abattus. Nixon devait accepter de signer les accords qui concrétisaient cette défaite.

L'opposition au régime de Thieu qu'il s'efforçait de museler en multipliant les arrestations, en saisissant les journaux, en interdisant toute réunion publique, a gagné jusqu'aux forces qui étaient ses supports jusqu'alors. En Octobre 1974, la population des villes, a déclenché un puissant mouvement de masse contre le régime de Thieu, contre Thieu lui-même dont toutes les forces politiques au Viet-Nam exigent le renversement immédiat, pour mettre fin à la corruption, à la terreur policière, à la guerre, pour que soient appliqués les accords de Paris.

Ces deux années de luttes sont deux années de victoire du peuple vietnamien et de la politique du G.R.P. qui ont mis en échec la politique agressive de Thieu, en défendant les armes à la main la zone libérée qui prospère, tandis que s'effondre l'économie de Saigon, deux années de victoire parce que l'échafaudage de la vietnamisation de la guerre s'est effondré sous les coups de la lutte de la population urbaine isolant Thieu et son petit groupe, réduisant les chances de l'impérialisme US de pouvoir se maintenir au Viet-Nam après sa défaite militaire des années précédentes.

VIGILANCE CONTRE LES MANOEUVRES DE L'IMPERIALISME US

Face à cette situation, où ses possibilités de manœuvre se sont amenuisées, l'impérialisme US cherche fébrilement une politique de rechange. La C.I.A. s'est agitée à Saigon pour trouver un fantôme de rechange moins discrédité que Thieu, sans résultat apparent jusqu'à là. L'éventualité d'un coup d'état contre Thieu, à l'instar du coup d'état contre Diem en 1963

même si elle n'est pas écartée, est difficile : les rangs des fidèles à l'impérialisme US est aujourd'hui clairement circonscrit à la clique de Thieu.

Washington a poussé Thieu à se débarrasser d'éléments notoirement corrompus pour apaiser le mécontentement, mais l'acte d'accusation n° 1 diffusé en Octobre 74, qui dénonçait la corruption du régime visait Thieu lui-même et sa famille.

Si la déconfiture de Thieu dans les villes pousse la C.I.A. à s'agiter, la faillite complète de la politique militaire au Sud Viet-Nam pousse les Etats Unis à brandir des menaces et à élargir leur champ d'action au Viet-Nam.

Les bombardements par l'aviation de Thieu, de LOC NINH, étaient guidés par les avions de l'US Air Force, dont le chef vient de faire une visite à Saigon « pour faire le point de la situation au Sud ». Fin Décembre, on apprenait que les marines basés à Okinawa, au Japon, avaient été déplacés aux Philippines. Des manœuvres d'intimidation d'une escadre comprenant le porte-avions Entreprise sont en cours.

Ces faits montrent que l'impérialisme US envisage de prendre une part plus directe qu'il n'a pris depuis la signature des accords de Paris, pour pallier aux défaites de Thieu, en utilisant les forces basées en Asie.

Tout assure aujourd'hui une recrudescence des luttes au Viet-Nam, luttes populaires pour le renversement du régime Thieu, luttes dans les villes et les zones contrôlées par les fantoches, lutte militaire pour la défense des zones libérées, luttes contre la politique d'agression U.S. La plus extrême vigilance s'impose

contre toute tentative des USA de commettre un coup de force à Saigon, contre un engagement plus important des USA au Viet-Nam. Au cœur de ces luttes se joue l'indépendance totale du Sud Viet-Nam telle qu'elle a été définie par les accords de Paris.

SOUTIEN TOTAL AUX PATRIOTES VIET-NAMIENS !

Aujourd'hui, comme hier, notre soutien doit être total, sans faille, nous devons dénoncer toutes les manœuvres de l'impérialisme US jusqu'à ce qu'il soit contraint de reconnaître sa défaite, contraint de renoncer à tout engagement, toute ingérence dans les affaires intérieures du peuple Viet-namien.

Notre Parti appelle tous les anti-impérialistes à se mobiliser largement pour soutenir l'action des patriotes viet-namiens pour faire appliquer les accords de Paris.

Partout dans toute la France le puissant courant de soutien à la lutte du peuple viet-namien qui n'a cessé de s'affirmer pendant l'intervention ouverte américaine, doit se redévelopper. Partout des actions concrètes de soutien au peuple Vietnamien doivent se faire jour, partout des manifestations de tous ordres, réunions publiques, projections de films, doivent être organisées !

YANKEE BAS LES PATTES DEVANT LE PEUPLE VIETNAMNIEN !

A BAS LA CLIQUE THIEU !

APPLICATION TOTALE ET IMMEDIATE DES ACCORDS DE PARIS !

12-01-75

L'IMPERIALISME US SABOTE LES ACCORDS DE PARIS

L'encre de la signature des accords n'était pas sèche que les USA poussaient Thieu à les violer et les violaient eux-mêmes directement. S'ils avaient subi une défaite militaire, ils voulaient cependant garder le contrôle du Sud Viet-Nam en utilisant l'armée et l'administration mises sur pied pendant la « vietnamisation », au mépris des accords de Paris qui exigeaient l'arrêt de toute ingérence yankee dans les affaires intérieures du Sud Viet-Nam.

Un corps de 24.000 conseillers US contrôle tout l'appareil militaire de Thieu sous les ordres de MURRAY, général yankee. L'organisation administrative yankee est restée en place, les commandements régionaux ont simplement été rebaptisés Consulateurs Généraux. Cette administration tient en main de haut en bas l'armée et l'administration de Thieu.

L'aide matérielle sous la forme de livraisons massives d'armes, l'aide financière ne sont pas épargnées à Thieu. Outre les aides officielles au régime de Saigon, les Etats-Unis utilisent les « aides humanitaires » pour soutenir Thieu. D'après un ancien fonctionnaire de l'US-AID, « ces aides servent premièrement à maintenir et consolider Thieu ; deuxièmement à soutenir l'économie de Saigon en déclin ; troisièmement à encourager Saigon à parquer dans des zones de contrôle des millions de victimes de guerre au lieu de leur laisser la liberté de regagner leurs villages situés près ou dans des régions contrôlées par le G.R.P. ; quatrièmement à aider Saigon à empiéter sur les territoires du G.R.P. » Tout l'aide US, quelle qu'elle soit, sert à appuyer une politique systématique de violation des accords de Paris. La politique de Thieu, c'est la politique

de l'impérialisme US après les accords de Paris, politique qui vise à maintenir la présence US en grignotant les zones libérées et en réprimant féroce la volonté du peuple vietnamien de paix et de concorde nationale.

THIEU CONTRE LA POPULATION VIETNAMNIENNE.

La politique US-Thieu a deux cibles précises : les zones libérées et la volonté de paix de la population des zones contrôlées par Thieu.

Les agressions militaires contre la zone libérée, s'élevèrent au nombre de 513.170 du 28 Janvier 1973 au 20 Décembre 1974. Le cessez-le-feu n'a jamais été appliqué par Thieu, qui comptait le mettre à profit pour grignoter les zones libérées. Cette politique d'agression visait à modifier le rapport de force qui prévalait le 27 Janvier 73. En s'attaquant à la zone libérée, principale conquête de la lutte armée, Thieu voulait amoindrir les positions du G.R.P. C'était sans compter avec la fermeté du G.R.P. et de la population des zones libérées qui a châtié les agresseurs comme ils le méritaient.

La politique criminelle de Thieu n'a pas de borne. Il se sert des populations comme d'un bouclier ; il installe des camps pour les victimes de guerre à proximité de ses bases d'agression pour empêcher les Forces Armées Populaires de Libération de les attaquer, pour que la population lui serve de rempart humain. « Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées pour avoir servi de boucliers de chair aux opérations d'empiètement » affirme un fonctionnaire de l'US-AID.

Cette politique d'agression délibérée n'a pu se réaliser qu'en réprimant féroce la volonté de paix, l'exigence, de la part des populations des zones sous administration de

Saigon, de l'application des accords de Paris.

Dès l'annonce de la signature des accords de Paris se développe la lutte pour la libération des 200.000 prisonniers politiques, pour le respect des libertés démocratiques. Au mépris des accords de Paris, Thieu a enfermé dans ses geôles barbares des dizaines de milliers d'autres prisonniers.

Il n'a fait qu'engendrer une colère encore plus grande de la population.

Cette lutte a conduit Thieu à sa première défaite politique : il prétendait nier l'existence de la 3ème composante et empêcher par la terreur, toute manifestation dans les villes en faveur des accords de Paris. Au cours de cette lutte la 3ème composante s'est affirmée, la lutte pour l'application des accords de Paris a gagné de nouvelles couches.

La signature des accords de Paris avait ouvert une étape nouvelle, où des couches de plus en plus larges de la population devaient entrer en lutte pour leur réalisation : au moment où les faiblesses de l'impérialisme US se manifestaient crûment, ces accords répondaient clairement aux aspirations des couches les plus larges du peuple. Chaque parti, chaque courant de pensée était contraint de se prononcer sur la réalisation de la paix et de la concorde nationale, chacun était jugé d'après ce critère. Ceux qui suivaient l'impérialisme US auparavant pour toutes sortes de raisons, devaient soit se couper du peuple vietnamien, de l'ensemble de la population vietnamienne et organiser le sabotage des accords de Paris, soit se séparer de l'impérialisme US, réclamer à Thieu l'application des accords, la réalisation de la concorde nationale. Deux ans de lutte pour la réalisation des accords ont acculé Thieu à l'isolement le plus grand, y compris dans la composante qu'il représentait.